

● (1800)

Peu m'importe que le gouvernement prétende qu'il ne s'agit pas d'une réduction. Je sais que lorsqu'ils étaient dans l'opposition, le ministre des Finances et son collègue de la Santé nationale et du Bien-être social (M. Epp) étaient deux des principaux députés à critiquer le gouvernement libéral lorsqu'il a fait la même chose. Ces deux ministres siégeaient juste ici à la première rangée et voyaient dans le budget MacEachen une réduction qui violait la parole donnée aux gouvernements provinciaux. Voilà ce qu'ils disaient alors. Chacun de ces ministres a dit en substance que cela entraînerait la fermeture d'écoles et la diminution du nombre de lits dans les hôpitaux. Je trouve très intéressant de voir que ces deux ministres chargés maintenant de fournir des fonds pour les soins médicaux et l'enseignement postsecondaire disent exactement le contraire alors qu'ils siègent sur les banquettes ministérielles.

En raison de la croissance de notre population et des progrès de notre technologie médicale, il est évident que les coûts vont augmenter dans le domaine des soins médicaux à un rythme beaucoup plus rapide que celui du coût de la vie. Le premier ministre tente de leurrer les premiers ministres provinciaux et la Chambre des communes en assurant que le gouvernement va augmenter ses paiements en fonction de la hausse du coût de la vie et que les gouvernements devraient donc lui en être reconnaissants. Au demeurant, nous savons bien que le coût du régime de soins médicaux et de l'enseignement postsecondaire augmentera plus rapidement que le coût de la vie.

Que le ministre des Finances ne vienne donc pas nous dire que tout va bien en nous affirmant que le gouvernement fédéral assumera au moins l'équivalent du coût de la vie, car il omet de préciser qu'il transfère le fardeau de l'assiette fiscale fédérale aux provinces. Ces dernières devront compenser ce manque à gagner. Et aucune région n'en souffrira autant que celle de l'Atlantique. C'est donc un problème auquel le gouvernement devra s'attaquer. Il a rompu une promesse qu'il avait faite aux habitants de cette région qui ne l'oublieront certes pas.

Je sais qu'il ne reste plus grand temps pour ce débat, mais avant de terminer, je tiens à rappeler que le gouvernement a manqué à sa parole dans tant de domaines qu'il a vraiment créé ce climat de cynisme dont a parlé avec tant d'éloquence le député précédent. Cependant, les députés libéraux sont aussi grandement responsables de cet état de choses. Ils en partagent la responsabilité avec les députés conservateurs. Le ministre des Finances et le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social disent maintenant tout le contraire de ce qu'ils défendaient quand ils étaient dans l'opposition. Voilà ce qui engendre un climat de cynisme parmi nos concitoyens. C'est certainement le cas de ceux vivant dans les régions du pays qui ont le plus besoin d'aide pour se développer selon leurs caractéristiques propres.

**Le président suppléant (M. Charest):** Y a-t-il des questions ou des commentaires? Nous reprenons le débat.

### *Les subsides*

[Français]

**M. Fernand Robichaud (Westmorland-Kent):** Monsieur le Président, j'aimerais d'abord remercier mon collègue de Churchill (M. Murphy) pour m'avoir cédé un peu de son temps et je voudrais profiter des quelques minutes qu'il me reste pour dresser un bilan. J'aurais voulu dresser un bilan beaucoup plus complet mais je le ferai quand même avec le temps qu'il me reste. Et, monsieur le Président, si je devais dessiner une toile avec tout ce que le gouvernement conservateur se devait de faire pour l'Atlantique, je dois vous dire que la toile serait très sombre et on n'y trouverait que quelques jets de lumière.

Il n'y a pas une journée qui se passe dans l'Atlantique sans qu'il y ait des gens—lorsque je suis là—qui me demandent: Comment se fait-il qu'on nous laisse de côté? Comment se fait-il qu'on nous ait oubliés. Monsieur le Président, je ne suis pas seul à penser de cette façon, les gens le pensent. On a publié dernièrement des résultats de sondages d'opinion publique qui disent que la popularité des conservateurs dans cette région a diminué à 33 p. 100. Celle des libéraux a grimpé à 43 p. 100. Et ce n'est pas difficile de s'expliquer pourquoi. C'est tout simplement parce que ce gouvernement n'a fait qu'effectuer dans notre région des politiques négatives de développement. Et surtout si on regarde le dossier du développement économique régional, ce qu'on a fait pour l'Atlantique, on a diminué ce budget de 450 millions de dollars. Ce qui nous fait dire en Atlantique que le gouvernement nous laisse complètement de côté, il nous oublie. Monsieur le Président, il veut laisser les forces du marché agir et on sait ce qui se passe lorsqu'on laisse les forces du marché agir. C'est que les centres des grandes villes en profitent et les régions comme la nôtre qui sont défavorisées sont les perdantes.

Ce gouvernement, monsieur le Président, n'a pas de politique de développement régional pour une simple raison, parce que pour avoir une politique de développement régional, il faut d'abord avoir une volonté politique de vouloir aider ces régions. Et c'est exactement ce qui manque à ce gouvernement.

Et si je peux donner un autre exemple expliquant pourquoi les gens de l'Atlantique ont perdu confiance dans le gouvernement ici, c'est ce qui va se passer pour le transfert des paiements. On nous dit qu'on ne diminuera pas les paiements. Ah bien non! On ne les diminuera pas, mais cela va quand même coûter quelque 120 millions de dollars au Nouveau-Brunswick. Et on dit: Énervez-vous pas, ce n'est pas grand-chose.

Et je continue, monsieur le Président. Si je parle du secteur des pêches qui est un secteur qui génère beaucoup d'emplois dans l'Atlantique, eh bien tout ce qu'on a pu trouver à faire c'est premièrement, couper les budgets de ports pour petits bateaux et ensuite, on s'est décidé à demander aux pêcheurs de payer certains frais comme le creusage et les réparations des quais. C'est complètement absurde de demander à des pêcheurs qui ont des revenus peu élevés de financer tous les travaux qui sont la responsabilité du gouvernement. Et encore plus lorsqu'on regarde le programme pour aider les pêcheurs à construire leurs bateaux, eh bien, on n'a plus d'argent.

Alors, notre flotte de pêche va vieillir et on n'aura pas de fonds pour les remplacer.